

Contre la baisse
des primes...
**La hausse des
salaires**

l'étincelle

Un DG pour Renault,
mais pas avant juillet :
**Encore De Meo,
toujours De Meo...**

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 11 février 2020

Bac Blanquer option Castaner

Emmanuel Macron a appelé ses troupes, députés LREM et ministres, à faire preuve « d'humanité » suite à la bourde de la ministre du travail, Muriel Pénicaud, qui s'était opposé à l'allongement à 12 jours du congé parental en cas de décès d'un enfant. Pour l'ex-directrice adjointe de Dassault Systèmes et ex-DRH du groupe Danone : un congé « payé à 100 % par l'entreprise », vous n'y pensez pas ! Mais ne vous y trompez pas : l'« humanité » de Macron, c'est pour la com' et surtout pas pour les lycéens en grève contre les E3C, ces « Epreuves Communes de Contrôle Continu » surnommées « bac Blanquer ».

Du Flash-Ball au Flash-Bac

Pour un simple départ de feu dans une poubelle lors d'un rassemblement devant leur lycée contre la tenue des E3C, 4 lycéens se sont retrouvés en garde à vue toute la nuit, avant d'être déférés au parquet de Paris. Dans les lycées comme ailleurs, le gouvernement, le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer en tête, tente de faire passer en force une réforme dont personne ne veut : professeurs comme élèves dénoncent depuis des semaines le flou total dans lequel se déroulent ces épreuves et le stress que cela engendre.

Partout, les manifestants sont unanimes : la colère est forte contre ces épreuves, mais aussi contre l'état de l'éducation, où la suppression de postes et le manque de moyens dégradent les conditions d'étude et augmentent les inégalités.

Alors, la réponse du gouvernement, c'est « l'humanité » en actes. Au lycée Guist'hau de Nantes, les élèves ont été gazés à bout portant. De même à Bordeaux, à Rennes, au Mans ou en Seine-Saint-Denis, où les épreuves se sont tenues parce que les policiers jouaient aux cow-boys dans les couloirs du lycée. Ministre et recteurs se sont déchaînés, produisant des circulaires menaçantes, exigeant des chefs d'établissements qu'ils sanctionnent à tour de bras, qu'ils ponctionnent les salaires des professeurs, quitte à être dans l'illégalité, qu'ils menacent les élèves d'un zéro à une épreuve comptant pour 30 % de la note du bac pour les lycéens...

Certains directeurs d'établissements s'y sont complaisamment prêtés, croyant sans doute diriger une prison et non un lycée. Dans certains établissements à Bordeaux ou à Aiguillon, les lycéens ont été confinés, enfermés, grilles cadenassées, alarmes incendies désactivées par ces

provisseurs trop zélés.

Au point que Rodrigo Arenas, le président de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves, dénonce la criminalisation des élèves protestataires « punis parce qu'ils se rebellent ». « C'est délirant », conclut-il.

Malgré tout cela, les épreuves ont été perturbées dans 660 établissements, et dans plus de 200 les épreuves ont même dû être reportées ou annulées. « Là où personne ne crée de désordre, les choses se passent tout à fait normalement » a déclaré Blanquer. Sauf que c'est lui et ses réformes qui provoquent le désordre.

Une brèche dans le mur du mépris

Blanquer a beau dire que les épreuves se déroulent globalement correctement, la situation est telle qu'il vient d'annoncer qu'il allait organiser différemment les prochaines épreuves. Ce recul, on le doit à la mobilisation qui a mis sur le devant de la scène le mépris d'une hiérarchie pour ses agents et la volonté d'en découdre collectivement.

De quoi donner confiance pour continuer la lutte contre la réforme des retraites et la politique de Macron. Selon une étude de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) du 5 février, celle-ci favorise les plus aisés et les actifs au détriment des très modestes. En cause la suppression de l'ISF et la baisse de l'impôt sur les sociétés d'un côté, la réforme de l'assurance chômage et la baisse des aides au logement de l'autre.

Le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation. En témoignent les avocats, les éboueurs de Paris et Marseille, les agents d'Enedis, ceux des centrales nucléaires, et les manifestations qui continuent. Tous ces foyers de contestation ont de quoi donner encore des sueurs froides au gouvernement !

Décote mal taillée

La direction veut renouveler les Dispenses d'Activité (DA) à partir d'avril 2020, mais en les payant 72 % du salaire au lieu de 75 %. Elle compenserait en échange, si le salarié part en DA 3 ans avant l'âge de sa retraite à taux plein, la décote de 10 % de sa retraite complémentaire. Une décote contre l'autre ! Beaucoup de salariés retardent en effet leur départ à cause de cette décote, revenant même travailler à la fin de leur DA. Si elle veut que les salariés partent en DA le plus tôt possible, la direction n'a qu'à maintenir les 75 % tout en compensant la décote.

Prime time

Tout augmente, sauf les primes. La prime de performance établissement versée avec la paie de février sera de 1085 euros, contre 1167 l'an dernier. Quant à la prime d'intéressement entreprise annoncée en fin de semaine, elle risque d'être en forte baisse, voire nulle, car elle est indexée sur le Free Cash Flow et la Marge Opérationnelle. Les primes, ça va, ça vient. Face la hausse du coût de la vie, rien ne vaut une augmentation de salaire.

L'effet salaire

La direction dévoilera ses mesures salariales pour 2020 lundi 17 février, lors d'une Négociation Annuelle Obligatoire (NAO). Ce pourrait être l'occasion de compenser la baisse des primes d'intéressement par une Augmentation Générale des Salaires (AGS) significative. D'autant plus qu'à la différence des primes, augmenter les salaires permet d'augmenter les cotisations sociales et de financer les retraites. Alors chiche : 300 euros pour tous !

Des ombres pas que chinoises

L'épidémie de Coronavirus qui sévit en Chine a aussi des conséquences sur Renault qui a dû prolonger la fermeture de son usine de Wuhan (2000 salariés), épice de l'épidémie, déjà à l'arrêt lors du nouvel an chinois, mais aussi celle de Busan en Corée du Sud, privée des pièces nécessaires venant de Chine. Renault a mis du temps à communiquer, et ne donne pas plus d'informations sur le sort des ouvriers de Wuhan que le gouvernement chinois. C'est dire. Quant aux salariés rapatriés récemment et placés en quarantaine, ils se sont vus proposer de continuer à travailler en télétravail. The show must go on...

Partis avec le cash

Pour retrouver du Cash et des « capacités d'investissement », la direction de Renault retarde ou stoppe certains projets avec des conséquences directes sur la sous-traitance. Et ça risque de continuer en 2020, avec des objectifs de -25 % par trimestre... pour les prestataires, pas pour les dividendes versés aux actionnaires.

Cachez ce chômage partiel...

Après avoir été congédiés par Renault, des centaines de salariés de Bertrandt sont priés de prendre leurs congés ou sont mis en chômage partiel, payé 75 à 95 % du brut en fonction du niveau de leur salaire. A Renault, on sous-traite aussi le chômage partiel.

Vestalia se prend une veste

Depuis hier, une cinquantaine de salariés de Vestalia sont en grève. Ils ont manifesté dans le TCR pour protester contre la distribution arbitraire d'une prime de sécurité et réclamer une augmentation de salaire de 150 euros pour tous. La direction de Vestalia qui avait senti monter la contestation après un débrayage la semaine dernière, avait cru habile de déplacer les NAO du TCR à Rueil. Elle en a été pour ses frais : cela n'a pas empêché la grève, qui continue.

Le travail de nuit... nuit

Un salarié de Samsic, chargé de la sécurité du site, est mort dimanche 2 février vers 5h du matin pendant sa dernière ronde, vraisemblablement des suites d'un malaise cardiaque. Il travaillait depuis 20 ans au TCR en horaires postés (nuits, we...), avec des séances de 12 heures et des conditions de travail dégradées suite à des réductions d'effectif. Toutes les études montrent que le travail de nuit et posté augmente le taux de mortalité cardio-vasculaire et diminue l'espérance de vie. Quant aux rondes, elles devraient se faire à deux. Mais à force de réduire les coûts...

Discrimine de rien

Renault est une des 7 grandes entreprises sur 40 épinglée pour « présomption de discrimination à l'embauche » à l'issue d'une campagne de testing commandée par le gouvernement. Les candidats à l'embauche ayant des noms à consonance maghrébine y ont 25 % de chance en moins que les autres d'avoir une réponse. Renault met en cause la méthode utilisée : les candidatures envoyées concerneraient des emplois sous-traités. Effectivement au TCR, on compte beaucoup plus de collègues d'origine maghrébine ou africaine parmi les prestataires où le travail est précaire et moins payé.

Quand ils se métallos...

130 000 travailleurs de la métallurgie en Turquie, dont ceux de Renault Bursa, ont obtenu des augmentations de salaire supérieures à ce que le patronat prévoyait de leur donner lors du renouvellement de leur convention collective : une hausse de 17% puis de 6% la première année, et une indexation des salaires sur l'inflation l'année suivante. Plusieurs grèves et la menace de leur extension a obligé le patronat à reculer. La grève, c'est bien l'arme des travailleurs.

Contre la baisse
des primes...
**La hausse des
salaires**

l'étincelle

Un DG pour Renault,
mais pas avant juillet :
**Encore De Meo,
toujours De Meo...**

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 11 février 2020

Bac Blanquer option Castaner

Emmanuel Macron a appelé ses troupes, députés LREM et ministres, à faire preuve « d'humanité » suite à la bourde de la ministre du travail, Muriel Pénicaud, qui s'était opposé à l'allongement à 12 jours du congé parental en cas de décès d'un enfant. Pour l'ex-directrice adjointe de Dassault Systèmes et ex-DRH du groupe Danone : un congé « payé à 100 % par l'entreprise », vous n'y pensez pas ! Mais ne vous y trompez pas : l'« humanité » de Macron, c'est pour la com' et surtout pas pour les lycéens en grève contre les E3C, ces « Epreuves Communes de Contrôle Continu » surnommées « bac Blanquer ».

Du Flash-Ball au Flash-Bac

Pour un simple départ de feu dans une poubelle lors d'un rassemblement devant leur lycée contre la tenue des E3C, 4 lycéens se sont retrouvés en garde à vue toute la nuit, avant d'être déférés au parquet de Paris. Dans les lycées comme ailleurs, le gouvernement, le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer en tête, tente de faire passer en force une réforme dont personne ne veut : professeurs comme élèves dénoncent depuis des semaines le flou total dans lequel se déroulent ces épreuves et le stress que cela engendre.

Partout, les manifestants sont unanimes : la colère est forte contre ces épreuves, mais aussi contre l'état de l'éducation, où la suppression de postes et le manque de moyens dégradent les conditions d'étude et augmentent les inégalités.

Alors, la réponse du gouvernement, c'est « l'humanité » en actes. Au lycée Guist'hau de Nantes, les élèves ont été gazés à bout portant. De même à Bordeaux, à Rennes, au Mans ou en Seine-Saint-Denis, où les épreuves se sont tenues parce que les policiers jouaient aux cow-boys dans les couloirs du lycée. Ministre et recteurs se sont déchaînés, produisant des circulaires menaçantes, exigeant des chefs d'établissements qu'ils sanctionnent à tour de bras, qu'ils ponctionnent les salaires des professeurs, quitte à être dans l'illégalité, qu'ils menacent les élèves d'un zéro à une épreuve comptant pour 30 % de la note du bac pour les lycéens...

Certains directeurs d'établissements s'y sont complaisamment prêtés, croyant sans doute diriger une prison et non un lycée. Dans certains établissements à Bordeaux ou à Aiguillon, les lycéens ont été confinés, enfermés, grilles cadenassées, alarmes incendies désactivées par ces

proviseurs trop zélés.

Au point que Rodrigo Arenas, le président de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves, dénonce la criminalisation des élèves protestataires « punis parce qu'ils se rebellent ». « C'est délirant », conclut-il.

Malgré tout cela, les épreuves ont été perturbées dans 660 établissements, et dans plus de 200 les épreuves ont même dû être reportées ou annulées. « Là où personne ne crée de désordre, les choses se passent tout à fait normalement » a déclaré Blanquer. Sauf que c'est lui et ses réformes qui provoquent le désordre.

Une brèche dans le mur du mépris

Blanquer a beau dire que les épreuves se déroulent globalement correctement, la situation est telle qu'il vient d'annoncer qu'il allait organiser différemment les prochaines épreuves. Ce recul, on le doit à la mobilisation qui a mis sur le devant de la scène le mépris d'une hiérarchie pour ses agents et la volonté d'en découdre collectivement.

De quoi donner confiance pour continuer la lutte contre la réforme des retraites et la politique de Macron. Selon une étude de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) du 5 février, celle-ci favorise les plus aisés et les actifs au détriment des très modestes. En cause la suppression de l'ISF et la baisse de l'impôt sur les sociétés d'un côté, la réforme de l'assurance chômage et la baisse des aides au logement de l'autre.

Le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation. En témoignent les avocats, les éboueurs de Paris et Marseille, les agents d'Enedis, ceux des centrales nucléaires, et les manifestations qui continuent. Tous ces foyers de contestation ont de quoi donner encore des sueurs froides au gouvernement !

Décote mal taillée

La direction veut renouveler les Dispenses d'Activité (DA) à partir d'avril 2020, mais en les payant 72 % du salaire au lieu de 75 %. Elle compenserait en échange, si le salarié part en DA 3 ans avant l'âge de sa retraite à taux plein, la décote de 10 % de sa retraite complémentaire. Une décote contre l'autre ! Beaucoup de salariés retardent en effet leur départ à cause de cette décote, revenant même travailler à la fin de leur DA. Si elle veut que les salariés partent en DA le plus tôt possible, la direction n'a qu'à maintenir les 75 % tout en compensant la décote.

Prime time

Tout augmente, sauf les primes. La prime de performance établissement versée avec la paie de février sera de 1085 euros, contre 1167 l'an dernier. Quant à la prime d'intéressement entreprise annoncée en fin de semaine, elle risque d'être en forte baisse, voire nulle, car elle est indexée sur le Free Cash Flow et la Marge Opérationnelle. Les primes, ça va, ça vient. Face la hausse du coût de la vie, rien ne vaut une augmentation de salaire.

L'effet salaire

La direction dévoilera ses mesures salariales pour 2020 lundi 17 février, lors d'une Négociation Annuelle Obligatoire (NAO). Ce pourrait être l'occasion de compenser la baisse des primes d'intéressement par une Augmentation Générale des Salaires (AGS) significative. D'autant plus qu'à la différence des primes, augmenter les salaires permet d'augmenter les cotisations sociales et de financer les retraites. Alors chiche : 300 euros pour tous !

Des ombres pas que chinoises

L'épidémie de Coronavirus qui sévit en Chine a aussi des conséquences sur Renault qui a dû prolonger la fermeture de son usine de Wuhan (2000 salariés), épice de l'épidémie, déjà à l'arrêt lors du nouvel an chinois, mais aussi celle de Busan en Corée du Sud, privée des pièces nécessaires venant de Chine. Renault a mis du temps à communiquer, et ne donne pas plus d'informations sur le sort des ouvriers de Wuhan que le gouvernement chinois. C'est dire. Quant aux salariés rapatriés récemment et placés en quarantaine, ils se sont vus proposer de continuer à travailler en télétravail. The show must go on...

Partis avec le cash

Pour retrouver du Cash et des « capacités d'investissement », la direction de Renault retarde ou stoppe certains projets avec des conséquences directes sur la sous-traitance. Et ça risque de continuer en 2020, avec des objectifs de -25 % par trimestre... pour les prestataires, pas pour les dividendes versés aux actionnaires.

Cachez ce chômage partiel...

Après avoir été congédiés par Renault, des centaines de salariés de Bertrandt sont priés de prendre leurs congés ou sont mis en chômage partiel, payé 75 à 95 % du brut en fonction du niveau de leur salaire. A Renault, on sous-traite aussi le chômage partiel.

Vestalia se prend une veste

Depuis hier, une cinquantaine de salariés de Vestalia sont en grève. Ils ont manifesté dans le TCR pour protester contre la distribution arbitraire d'une prime de sécurité et réclamer une augmentation de salaire de 150 euros pour tous. La direction de Vestalia qui avait senti monter la contestation après un débrayage la semaine dernière, avait cru habile de déplacer les NAO du TCR à Rueil. Elle en a été pour ses frais : cela n'a pas empêché la grève, qui continue.

Le travail de nuit... nuit

Un salarié de Samsic, chargé de la sécurité du site, est mort dimanche 2 février vers 5h du matin pendant sa dernière ronde, vraisemblablement des suites d'un malaise cardiaque. Il travaillait depuis 20 ans au TCR en horaires postés (nuits, we...), avec des séances de 12 heures et des conditions de travail dégradées suite à des réductions d'effectif. Toutes les études montrent que le travail de nuit et posté augmente le taux de mortalité cardio-vasculaire et diminue l'espérance de vie. Quant aux rondes, elles devraient se faire à deux. Mais à force de réduire les coûts...

Discrimine de rien

Renault est une des 7 grandes entreprises sur 40 épinglée pour « présomption de discrimination à l'embauche » à l'issue d'une campagne de testing commandée par le gouvernement. Les candidats à l'embauche ayant des noms à consonance maghrébine y ont 25 % de chance en moins que les autres d'avoir une réponse. Renault met en cause la méthode utilisée : les candidatures envoyées concerneraient des emplois sous-traités. Effectivement au TCR, on compte beaucoup plus de collègues d'origine maghrébine ou africaine parmi les prestataires où le travail est précaire et moins payé.

Quand ils se métallos...

130 000 travailleurs de la métallurgie en Turquie, dont ceux de Renault Bursa, ont obtenu des augmentations de salaire supérieures à ce que le patronat prévoyait de leur donner lors du renouvellement de leur convention collective : une hausse de 17% puis de 6% la première année, et une indexation des salaires sur l'inflation l'année suivante. Plusieurs grèves et la menace de leur extension a obligé le patronat à reculer. La grève, c'est bien l'arme des travailleurs.